

# ACTION URGENTE

## LES CHARGES RETENUES CONTRE UN MILITANT AZÉRI DOIVENT ÊTRE ABANDONNÉES

**Le militant pro-démocratie Mehman Housseïnov encourt jusqu'à cinq ans d'emprisonnement pour « hooliganisme ». Pourtant, des témoins oculaires contredisent les affirmations de la police, selon lesquelles il aurait commis des actes de violence. Il semble avoir été visé pour avoir dénoncé, à l'occasion du concours Eurovision de la chanson, les atteintes aux droits humains perpétrées dans le pays.**

**Mehman Housseïnov**, photjournaliste et vidéo-blogueur, travaillait comme coordonnateur pour les médias au sein du groupe qui a lancé la campagne *Chanter pour la démocratie* et rencontré Loreen – représentante suédoise et gagnante du concours – pour l'inciter à dénoncer publiquement les problèmes liés aux droits humains en Azerbaïdjan.

Accusé de « hooliganisme », il encourt jusqu'à cinq ans d'emprisonnement. Les faits qui lui sont reprochés se sont produits le 21 mai, lors d'une manifestation qu'il couvrait. Des témoins oculaires ont rapporté à Amnesty International que des policiers avaient délibérément brisé les appareils photo de Mehman Housseïnov et d'un collègue, après quoi il les avait insultés.

Cinq des policiers en question ont certifié que Mehman Housseïnov avait non seulement proféré des injures mais aussi agi « de manière violente », sans toutefois fournir plus de précisions. À l'inverse, deux témoins ont attesté qu'il n'avait manifesté aucune violence, et un enregistrement vidéo semble étayer leur version des faits. Dans le droit azerbaïdjanais, le hooliganisme ne constitue une infraction pénale que lorsqu'il s'accompagne de violence.

Des photographies de Mehman Housseïnov montrant des manifestations pacifiques dispersées violemment à Bakou ont été diffusées largement dans les médias internationaux et sur les réseaux sociaux. En mars 2011, cet homme avait été arrêté et interrogé au sujet de ses activités sur Facebook alors qu'il travaillait comme caméraman pour Amnesty International.

Il est le plus jeune frère d'Emine Housseïnov, directeur de l'Institut pour la liberté et la sécurité des reporters (IRFS), organisation non gouvernementale azerbaïdjanaise qui a mené la campagne *Chanter pour la démocratie*.

### **DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS (en anglais, en russe, en azéri, en turc ou dans votre propre langue) :**

- appelez les autorités à abandonner immédiatement les poursuites à l'encontre de Mehman Housseïnov ;
- priez-les instamment de mettre fin au harcèlement et aux persécutions visant des militants qui ne font qu'exercer leur droit à la liberté d'expression depuis le concours Eurovision de la chanson ;
- demandez-leur de diligenter une enquête indépendante sur les allégations de violence policière envers des journalistes et des manifestants pacifiques lors des récents mouvements de protestation.

### **ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 26 JUILLET 2012 À :**

Ministre de l'Intérieur  
Col.-Gen Ramil Usubov  
7 Azerbaijan Prospekti,  
Baku AZ1005, AZERBAÏDJAN  
Fax : +994 12 590 98 64  
**Formule d'appel : *Dear Minister, /***  
**Monsieur le Ministre,**

Médiatrice  
Elmira Suleymanova  
40 Uz. Hajibeyov Street  
Baku AZ1000, AZERBAÏDJAN  
Fax : +994 12 498 23 65  
Courriel :  
[ombudsman@ombudsman.gov.az](mailto:ombudsman@ombudsman.gov.az)  
**Formule d'appel : *Dear Ombudsperson, /***  
**Madame,**

**Copies à :**  
Président de la République  
Ilham Aliyev  
Office of the President of the Azerbaijan  
Republic  
18 Istiqlaliyyat Street  
Baku AZ1066, AZERBAÏDJAN  
Fax : +994 12 492 0625  
Courriel : [office@pa.gov.az](mailto:office@pa.gov.az)

**Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de l'Azerbaïdjan dans votre pays (adresse(s) à compléter) :**

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## LES CHARGES RETENUES CONTRE UN MILITANT AZÉRI DOIVENT ÊTRE ABANDONNÉES

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Amnesty International a eu connaissance d'une nouvelle vague de violations des droits humains en Azerbaïdjan. Un récent point presse ([Azerbaijan: Authorities determined to silence dissent to ensure successful Eurovision, EUR 55/008/2012](#)) a fait état de nombreux cas d'agression, de chantage et d'emprisonnement dont les victimes étaient des journalistes et des défenseurs des droits humains. Actuellement, Amnesty International dénombre 14 prisonniers d'opinion en Azerbaïdjan : 11 militants qui sont derrière les barreaux depuis l'année dernière, probablement pour leur rôle dans les manifestations de mars et avril 2011, ainsi que deux journalistes et un défenseur des droits humains condamnés à de lourdes peines d'emprisonnement en 2012.

Par ailleurs, l'organisation est préoccupée par le fait que des militants locaux qui ont tenté de profiter du concours Eurovision de la chanson pour mettre en lumière des atteintes aux droits humains ont commencé à être visés depuis que l'attention internationale, notamment des médias, est retombée.

Des journaux d'État ont déjà lancé une campagne de diffamation contre les personnes à l'origine de l'initiative *Chanter pour la démocratie*, les accusant d'agir pour le compte de l'Arménie voisine, avec laquelle l'Azerbaïdjan est en conflit depuis 20 ans au sujet du statut d'un territoire.

Selon le Front populaire, parti d'opposition, trois autres jeunes militants qui ont participé à des manifestations pendant l'Eurovision ont été harcelés par la police la semaine passée. La police locale de la région de Qax a convoqué Khanim Moustafaïeva et son père pour interrogatoire. Elle a ordonné à cette jeune fille de cesser ses activités et a dit à son père qu'elle avait rejoint des « forces radicales ». Les parents de Ramine Moussaïev ont été convoqués deux fois dans un poste de police, où on leur a dit qu'il s'était rallié à des forces religieuses radicales et avait troublé l'ordre public. Ce jeune homme a ensuite été interrogé et menacé d'être renvoyé de l'école.

Le père de Bayim Hassanli, jeune militante de premier plan du Front populaire, a aussi été convoqué dans un poste de police pour y être interrogé au sujet des activités de sa fille.

Nom : Mehman Housseïnov

Genre : homme

AU 168/12, EUR 55/013/2012, 14 juin 2012